

MEDIA, DEVELOPPEMENT DURABLE, PROSPECTIVES

SOMMAIRE	EDITO
<u>EDITO</u> , P-1	Créée en 1993 à la suite du sommet de Rio, la lettre Options Futur voulait combler le vide d'information laissé en France par les grandes questions internationales liées au développement durable. Vingt ans, se sont écoulés, le monde de l'information a bien changé .Grâce notamment à l'arrivée d'internet, il s'est diversifié, libéré, densifié
<u>DOSSIER NUCLEAIRE</u> P 2 - Le risque est il prévisible ? P3: Point de vue d'Yves Lenoir P4- Décryptage média` : D Martin Ferrari	Alors pourquoi une nouvelle news letter au cœur de cette surinformation ? Nous n'avons pas l'intention d'entrer en concurrence avec les supports qui traitent au mieux l'information environnementale locale et nationale Mais nous pensons que le débat franco français néglige trop souvent d'intégrer le caractère global dans la prise de décisions, d'où un débat de politique intérieure affligeant. Nous pensons que les grands dossiers du DD vont être de plus en plus structurants pour la vie politique, à condition que soient prises en compte une Europe en plein échafaudage, et une mondialisation vouée à être repensée.
<u>P5- SOLAIRE ENTERRE</u> L Chauveau	A quelques journalistes, spécialisés sur ces questions, depuis plus ou moins longue date, nous avons décidé de reprendre le travail d'analyse , d'accompagnement, de remise en perspective et d'éditorialisation qui manque souvent à la vague d'informations délivrées sur le net . Options Futur renaît donc à partir d'aujourd'hui , adjoignant un S à futurS, car ce sont bien nos futurs qu'il nous faut définir , les « futur-ibles », et l'information concernant les différents scenari possibles est indispensable.
<u>P6 PORTRAIT : P FOURNIER</u> : Laurent Samuel	En partenariat avec l'association MediaPep's (media, programmes environnementaux, prospectives) , l'équipe d'Options Futur s'est trouvée confrontée à deux actualités majeures qui nous ont permis de fourbir nos armes : l'une liée aux catastrophes naturelles et technologiques: le Japon, l'autre géopolitique, avec les modifications en cours sur la rive sud de la méditerranée.
<u>DIPLOMATIE FRANCAISE</u> P 7 - La mediterrannée Ben Cramer P 8 - Du Plan Bleu à l'UPM Moby dick	Durant trois mois , la lettre va vous être proposée à un tarif préférentiel. Nous avons besoin de vos abonnements ..Grâce à votre soutien, nous garantissons notre liberté , nous espérons enrichir notre réseau de correspondants à Bruxelles, à Genève et en Chine, et poursuivre le travail de réseau avec les medias internet engagés sur ce secteur.
<u>MEDIA</u> P 9-Pierre Haski : Rue 89, le prix de la liberté P 10 : le webtv festival de la Rochelle D Martin Ferrari	L'équipe rédactionnelle d'Options Futurs
P 11 <u>RIO + 20</u> : vers l'OME ?	
<u>P 12 LIRE, VOIR, SAVOIR`</u> M Labrousse, N Verdier	
P 13 : <u>AGENDA</u>	

LE RISQUE EST IL PREVISIBLE ?

Les IMPREVISIBLES de Fukushima :

L'arrêt de la centrale a conduit à l'arrêt du refroidissement et donc à une surchauffe du combustible. Le système de refroidissement ne se met pas en route *comme prévu*, les événements naturels accentuent les petits dysfonctionnements de plomberie ou dû au vieillissement. Plus d'eau froide... Le noyau à l'eau de mer borée commence : *imprévu*. Il encrasse les conduites et retourne à la mer. Les camions citernes *prévus* pour la récupération ne servent à rien. Malgré les dissolutions des courants, à 300m de la centrale, l'eau de mer contient de l'iode 131 près de 1200 fois plus élevée que la normale. A Three Miles Island en 1977, la lutte contre la fonte du cœur et son enfoncement avait duré des jours d'angoisse. *L'accident était devenu un des modèles de prévision*. Rien ne s'est passé comme à TMI. A Fukushima, deux réacteurs (2 et 3) ont été gravement atteints. Le combustible a fondu, à une température de 2000°. Si le magma, « le corium », interagit de mauvaise manière avec le béton « le radier », une réaction pourrait engendrer un hydrogène très explosif.

Sans doute *en devenir* un modèle de prévision du risque en devenir.....

PEUT ON PREVENIR D'AVANTAGE ?

- En démantelant les vieilles centrales ?

La règle de la sécurité nucléaire veut qu'à partir d'un certain âge, les centrales soient déconstruites. Fessenheim a atteint l'âge critique et un important collectif demande sa fermeture. Mais personne ne sait faire pour

l'instant. On sait vider le cœur, mais que faire de la friche industrielle ? Le chantier de Brennilis dure depuis 10 ans. Les questions sont irrésolues : que faire des déchets ? à quel coût ? par qui sera-t-il supporté ? (voir le documentaire de 52' diffusé par France 5 en 2005 : « Centrales nucléaires : une déconstruction trop silencieuse » www/gaia-network.com .

- En révisant les "anomalies" détectées sur une série de 34 réacteurs. La nouvelle était restée discrètement enfouie au fond du site de l'Autorité de Sécurité Nucléaire (ASN) EDF reconnaît une inquiétante "anomalie" de série sur 34 de ses réacteurs de 900 MW. dont certains atteignent déjà les 30 ans de fonctionnement.

<http://www.sortirdunucleaire.org>

- En sortant du nucléaire ? Plusieurs pays se sont prononcés : l'Allemagne se donne un moratoire de trois mois, l'Italie d'un mois, la Chine remet ses commandes à plus tard. Bruxelles vient de débattre des modalités des tests de résistance: « *évaluations menées par des autorités nationales indépendantes et dans le cadre d'une évaluation par des pairs* » (...) La France a refusé de faire de l'âge un critère, le risque terroriste n'est pas pris en compte et Fessenheim ne sera pas fermée avant le résultat des tests

Dernière minute : (ashahi.com)

Un paysan de l'agriculture Bio de 64 ans s'est suicidé à cause de la restriction de vente de ses produits, notamment des choux cultivés dans la zone contaminée par la radioactivité. Il avait amélioré sa terre depuis trente ans

DECRYPTAGE DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION.

Les temps ont changé depuis 1986 et l'accident de Tchernobyl. Si au Japon, l'information est restée trop longtemps confidentielle afin d'éviter la panique dans une mégalopole de 35 M d'habitants impossible à évacuer, les autorités nucléaires françaises ont joué d'une apparente transparence : voyage du nuage, relevé des balises. Mais le danger n'était pas sur nous.

En 1986, l'IRSN n'existait pas, les scientifiques étaient contraints au silence. Aujourd'hui, ils communiquent. Aurait-ils la même latitude en cas d'accident en France, quand les préfets auront à gérer les évacuations ?

Nous avons suivi heure par heure l'évolution de la catastrophe et son relais médiatique.

Information et communication se mêlent allègrement

LIRE P 4 .../

DOSSIER

PREMIERES INFORMATIONS SUR LA RADIOACTIVITE

18 Mars la CRIIRAD diffuse les premiers chiffres. Elle a pu accéder aux mesures effectuées par le [Tokyo Metropolitan Industrial Technology Research Institute](http://www.tokitri.com)

L'IRSN confirme que la France est à l'abri des retombées

<http://www.irsn.fr/FR/Documents/france.htm>

Il faut attendre le 19 mars 17h30, pour que soient communiqués les niveaux élevés de rayonnement, supérieurs aux normes, détectés dans le lait frais de vaches dans une ferme laitière dans la préfecture de Fukushima.

11 heures ,Samedi, le gouvernement est informé par l'Institut de recherche de la préfecture d'Ibaraki que six échantillons d'épinards testés contenaient des niveaux de rayonnement supérieurs à la norme officielle.

20 Mars : traces radioactives à Taïwan sur des fèves du Japon

21 Mars : lait et légumes verts interdits à la vente

Mardi 22 mars : l'eau du robinet à Tokyo est déclaré impropre à la consommation pour les nourrissons. La France demande à l'Europe une surveillance des produits frais importés.

23 Mars : embargo sur les produits agricoles

PROCHAIN DOSSIER :

-LES PLANS DE SORTIE DU NUCLEAIRE

-LES COÛTS DU NUCLEAIRE

- NOTRE FACTURE EDF

[Suivre sur Gaia-network.com :](http://www.gaia-network.com)

· le dossier

· les sites référents

les films et documentaires

répertoriés

POINT DE VUE D'YVES LENOIR

Pourquoi ne couvre t on pas de béton piscine et réacteurs ?

« L'accident n'est pas terminé. C'est seulement lorsque les dégâts auront cessé d'augmenter que l'on pourra les évaluer et voir quoi faire. Pour l'instant, l'état des installations, lorsque la maîtrise du refroidissement des réacteurs et des piscines aura été recouvrée, est donc inconnu. En attendant il faut refroidir coûte que coûte, y compris en acceptant la pollution de la mer par l'eau de ruissellement. Verser des solides sur des matériaux qui dégagent naturellement de la chaleur ne peut que les empêcher d'évacuer cette chaleur. Il convient donc de garantir leur dégradation complète avant celle de ce dans quoi on les aura enrobés. Pour la suite, il y aura sans doute deux options en concurrence ou complémentaires : démantèlement, ou mise sous cloche en l'état (sarkophages...). La moins coûteuse est évidemment la seconde... mais dans une zone sismique et exposée aux raz de marée... Cela va discuter ferme.

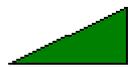
De toutes façons il y en a pour des années, voire des décennies. Les évaluations chiffrées que l'on entend n'ont aucun fondement. Tchernobyl a coûté de l'ordre de 500 md \$ aux républiques d'Ukraine et du Belarus. Les coûts ne sauraient être inférieurs au Japon, car c'est un pays aux standards très élevés et inséré dans la mondialisation. Il souffrira d'un manque à gagner dans de nombreux domaines :

- *industriel*, le moindre ;

- *agricole* (importations plus importantes, traitements spéciaux des zones contaminées ;)

- *touristique* (voir les films diffusés par la préfecture de Fukushima : un paradis pour le tourisme à bien des égards). De plus le pays va avoir à affronter la discrimination des personnes contaminées, comme après la guerre. Cela va compliquer les rapports sociaux.

Une partie importante de ces personnes sera probablement constituée d'évacués définitifs. On n'a pas fini de mesurer le désastre et ses effets sur l'image collective de l'avenir. Le tsunami ne compte pas car il est déjà intégré dans la réalité imaginaire du pays. C'est Fukushima qui constitue la nouveauté. »



.../...Samedi 12 et dimanche 13 : *le ton officiel se veut rassurant et même insultant pour tous ceux qui doutent de la légèreté de l'accident : « ce n'est pas grave, vous êtes indécents de parler de catastrophe. D'ailleurs en France, nous n'avons pas attendu le Japon pour nous préoccuper de sûreté »* (Eric Besson, conf de presse du 12 mars 16 h 30). « *Le Japon, ce n'est pas la France. Essayez de vous intéresser aux victimes du tsunami.* » Pendant ce temps, les autorités japonaises refusent d'admettre que l'enceinte de confinement du réacteur n°1 de Fukushima Daiichi n'est plus étanche, elles reconnaissent avoir trouvé des traces de césium dans l'environnement. Corinne Lepage, EELV, le Réseau Sortir du nucléaire et Greenpeace ne se laissent pas enfermer dans l'approximation : l'accident n'est pas Tchernobyl, il se rapproche de celui de Three Mile Island : on risque la fusion d'un réacteur..- **Lundi 14, mardi 15 mars :** le danger ne peut plus être nié. Réacteurs et piscines sont hors contrôle. Les autorités nucléaires entrent dans le jeu et se plient aux faits. On parle de « catastrophe » et même « d'apocalypse » à Bruxelles. Les opposants au nucléaire relèvent faiblesse sur faiblesse, danger sur danger. Le gouvernement annonce qu'il va réviser toute la sécurité. La France prétend toujours être capable de maîtriser le risque.

Dans les cellules de crise, les faits ne sont plus discutés, le ton est maintenant aux messages politiques avec trois arguments : « *le nucléaire français est le plus sûr du monde, nous en avons besoin pour notre indépendance énergétique, il évite le CO2* ». Message renforcé par le discours de F Fillon à l'Assemblée Nationale, soutenu par des applaudissements nourris sur les bancs de droite et de gauche. -**Mercredi 16 mars,** fort de l'union nationale réaffirmée, Eric Besson relève la tête. Les opposants au nucléaire ont servi d'informateurs aux journalistes scientifiques, qui ont fait dans l'ensemble un travail remarquable ; place désormais aux médias politiques. La langue de bois habituelle revient relayant les discours officiels et les institutionnels

ASN, IPSN, EDF, SFEN...sont désormais sur tous les plateaux dans un rapport de trois pour, un contre. Le débat franco-français s'impose, tandis que la catastrophe au Japon est de plus en plus lourde. *Les six réacteurs sont atteints les uns après les autres, la piscine dégage en continu sa radioactivité.* Malgré cela la zone d'évacuation reste fixée à 20 km, la désinformation est totale. La population commence à s'inquiéter. En France, le débat franco français sur la sortie du nucléaire a pris le pas sur les nouvelles de la catastrophe. E. Besson, entre dans le jeu qu'il trouvait indécent Dimanche 13, et prend la mesure de l'opposition grandissante.

-18 / 19/ 20 Mars : les données scientifiques manquent. Les médias politiques qui ont compris que le nucléaire s'invitera à la table des présidentielles sont soumis à un tir nourri de conférences de presse, toutes organisées par le lobby nucléaire. L'objectif reste de prouver que la France n'a aucune raison de sortir du nucléaire. Mais les grands médias relayés par le réseau internet engagent un travail colossal de dossiers spéciaux, futurs outils de mémoire et d'analyse. Sur le net, par contre, l'intérêt de l'accident s'érode. On se heurte au manque d'images Les rédactions face au danger, ont rappelé les journalistes. La zone concernée de Fukushima est très fermée. Les mêmes images aériennes tournent en boucle. Cette fois, les journalistes amateurs ne peuvent être au rendez vous.

-19 /03 : la CRIIRAD publie les premiers chiffres de radioactivité et l'IRSN rassure. **La suite, on la connaît :** le Japon renvoie les aides humanitaires: volonté de silence ? de ne pas savoir ? En France, l'évènement Lybien a pris la main. Le Japon est relégué en deuxième place.

Pour le peuple japonais, la catastrophe commence réellement : produits agricoles interdits, mer polluée par les eaux de refroidissement, douleur retrouvée avec l'exil des contaminés, séquestration, angoisse latente.....Le temps du nucléaire n'est plus celui des hommes, ni celui de l'évènement. La litanie de la destruction durable a commencé.

Dominique Martin Ferrari

Chiffres	NUCLEAIRE CONFORTE, SOLAIRE ENTERRE
<p>L'Europe a déclaré Samedi 19 Mars 2011 sa volonté d'augmenter encore le potentiel des alternatives en 2020 et de le faire passer à 30%</p> <p>Les PMI/PME du solaire ont créé 25.000 emplois au cœur de la crise. En cinq ans grâce au soutien de l'état, la France a rattrapé son retard.</p> <p>La dynamique mondiale de baisse des coûts du photovoltaïque le conduira à la compétitivité avant 2020 : le dispositif de soutien est donc transitoire, son coût pour la collectivité est prévisible et maîtrisable</p> <p>Objectifs de la filière : 5400MW en 2020</p> <p>EDF Energies Nouvelles a mis en service 186,2 MWc bruts au cours de l'année 2010, dont 124,9 MWc bruts sur le seul second semestre. Les mises en service ont eu lieu en Italie (+71,9 MWc), en France (+44,3 MWc), au Canada (+35,3 MWc), en Espagne (+28,6 MWc) et en Grèce (+6 MWc).</p> <p>En France, les centrales de Puylobier (6,5 MWc) dans les Bouches-du-Rhône, de Montendre (5,5 MWc) en Charente-Maritime et de Pierrefonds (3,5 MWc) à La Réunion sont entrées en service au quatrième trimestre.</p> <p>Sites références : enr.fr, Greenpeace .org, energies-renouvelables.org, industrie-gouv.fr</p> <p>Le rapport Charpin energie2007.fr</p>	<p>La France est bien un pays qui a décidé de mettre tous ses œufs énergétiques dans le même panier. A la sortie du conseil des ministres du 16 mars, le président Sarkozy a tenu à rappeler son attachement à la filière nucléaire française, la plus sûre du monde, garante de l'indépendance énergétique du pays. Discours connu, rabâché. Rien de nouveau sous le soleil. Ah si ! le quasi-abandon justement de cette filière-là.</p> <p>Malgré les avertissements solennels des 200 PME et 28 laboratoires de recherches du secteur, les décisions prises le 8 mars de brimer l'essor du photovoltaïque en France ressemblent à un enterrement industriel. Pour 2011, 500 MW seulement seront installés (contre 656 MW en 2010). Rien que pour le secteur des particuliers, le marché sera cette année de 125 à 150 MW contre plus de 200 MW en 2010. Aucune industrie ne peut vraiment survivre à un tel coup de frein.</p> <p>Les conséquences sont immédiates pour l'aval de la filière qui représente le gros des 25 000 emplois du secteur. Nombre de petits installateurs vont devoir mettre la clé sous la porte. Manque de chance, ce sont ceux dont c'est le seul métier qui vont disparaître en premier. Or, ce sont les plus professionnels, des spécialistes au contraire des PME et artisans qui font en parallèle du gros œuvre, de la toiture ou de l'étanchéité.</p> <p>L'amont, affirme le gouvernement, sera épargné. L'amont, c'est la recherche que le rapport Charpin voulait voir rassembler sous la houlette des gros groupes (EDF, CEA) quand le dynamisme provient principalement des PME. Le ralentissement qui vient d'être décrété intervient au moment même où des laboratoires de l'Institut national de l'énergie solaire (INES) notamment, sort des innovations majeures en voie d'être reprises par l'industrie française. Les laboratoires de fabrication (lab-fab) de cellules à haut rendement par homojonction (silicium polycristallin seul) ou en hétérojonction (mélange de polycristallin et de silicium amorphe) démarrent à Bourgoin. La société Appollon Solar commence juste à exploiter un système d'encapsulation sous vide des modules photovoltaïques, technologie que devrait adapter la nouvelle chaîne de fabrication de modules de MPO en Mayenne. Sans un marché intérieur solide, ces technologies de pointe ne pourront se développer sur le territoire national. C'est sur un marché intérieur solide que s'est développé la filière solaire allemande. Pourtant, en 2009, Nicolas Sarkozy s'était déplacé au siège d'Ines près de Chambéry pour affirmer qu'il fallait porter une grande part des efforts sur ce type d'énergie. Deux ans, plus tard, la filière est enterrée et c'est le nucléaire qui est conforté.</p> <p>En pleine catastrophe nipponne, cherchez l'erreur.</p> <p>Loïc CHAUMEAU</p>

PIERRE FOURNIER pionnier oublié de l'écologie et de la lutte antinucléaire

Pierre Fournier était aussi un dessinateur hors du commun. Une exposition (jusqu'au 27 mars) présente quelques-uns de ses dessins à Paris. Terres d'Aligre – 5 rue de Prague – 75012 Paris Tél : 01 43 41 90 96 terresdaligre@orange.fr Mercredi, jeudi et vendredi de 18 h à 21 h, samedi de 10 h à 14 h et de 15 h à 21 h, dimanche de 10 h à 14 h et sur rendez-vous.



Parmi les pionniers de l'écologie en France, Pierre Fournier est certainement l'un des plus oubliés. Pourtant, ce journaliste et dessinateur créa la première rubrique sur l'écologie dans un magazine à grande diffusion (*L'Hebdo Hara Kiri* en 1969, puis *Charlie Hebdo* à partir de 1970) et le premier mensuel sur l'écologie vendu en kiosques, *La Gueule Ouverte*, lancé en novembre 1972. Il fut aussi l'un des organisateurs de la première grande manifestation antinucléaire en France, à Bugey en juillet 1971, qui attira 15 000 personnes. Cela en fait l'un des premiers lanceurs d'alerte en France.

Pourquoi cet oubli ? Il s'explique en partie par le fait que, malgré sa collaboration à des publications « soixante huitardes », Pierre Fournier refusait de se laisser enrôler dans le camp de la gauche. Fournier n'avait pas de mots assez durs contre les gauchistes, qu'il voyait (déjà) tenter de noyauter les groupes écologistes naissants. Avec Fournier, le mythe propagé par certains membres du parti Vert d'une écologie située à gauche prend un coup fatal.

Pour autant, Fournier n'est pas davantage récupérable par les tenants d'une écologie plus modérée, car ses positions, inspirées entre autres par le pacifisme et la pensée libertaire, étaient très radicales. Ce dont témoigne le début de son édito du N° 1 de *La Gueule Ouverte*, sorti en novembre 1972 : « Pendant qu'on nous amuse avec des guerres et des révolutions qui s'engendrent les unes les autres en répétant toujours la même chose, l'homme est en train, à force d'exploitation technologique incontrôlée, de rendre la terre inhabitable, non seulement pour lui mais pour toutes les formes de vie supérieures qui s'étaient jusqu'alors accommodées de sa présence.. ».

Au coeur de la pensée de Fournier, la critique de l'agriculture industrielle (liée à sa défense du bio, qui suscitait alors le scepticisme général) et la dénonciation (plus de 40 ans avant Fukushima !) des dangers du nucléaire civil. Deux sujets clés qui lui firent conclure à la faillite inéluctable du système industriel. Mais, pour contourner cet effondrement et « construire un autre monde », Fournier ne croyait ni en la révolution violente, ni au changement par les urnes (il est vrai que la période était plutôt à « élections, piège à cons » !). Tout en étant conscient des difficultés de cette voie (il avait lui-même participé à un projet avorté de village communautaire), il misait plutôt sur la construction d'alternatives (réseaux bio, centres de technologies douces...) comme moteur du changement social. Dans cette optique, il fut l'un des tous premiers à considérer comme indissociables et complémentaires, transformation des modes de vie individuels et transformation des structures sociales. « On ne change pas la vie sans changer sa vie. On ne change pas sa vie sans changer la vie », répétait-il.

Un message qui, près de 40 ans après son décès prématuré, dû à une malformation cardiaque, à l'âge de 36 ans, reste d'actualité !

Laurent SAMUEL

DIPLOMATIE

**S'IL TE PLAÎT, DESSINE-MOI
UN DIPLOMATE EUROPEEN.....**

'Il faut inventer une politique nouvelle pour un monde nouveau'

Alexis de Tocqueville

Les intérêts français sont représentés par la Russie à Tripoli. Français et Britanniques – qui détiennent deux sièges permanents au Conseil de Sécurité de l'ONU - agissent dans la zone méditerranéenne et non pas en parfaite harmonie avec l'OTAN. Les Allemands **insistent sur les dimensions humanitaires et énergétiques de la crise**. Leur voix est contrariée par le français Alain Juppé qui rappelle à son homologue allemand Westerwelle (le 22 mars à Bruxelles) que l'Europe « *n'est pas une ONG* ». A Paris, le ministre de la défense se manifeste surtout par son silence, se cache derrière le ministre des affaires étrangères. Ce sont les quelques cligno-tants d'une crise qui aura l'avantage de mettre les pendules à l'heure des nouvelles révolutions, de la clarification du rôle de chacun dans la réparation internationale des capacités de nuisance et de résistance ; et in fine, d'offrir une feuille de route à la diplomatie française en panne.

L'EUROPE, combien de divisions ?

« *L'Europe n'est pas une ONG* ». La formule Juppé qui hantera les couloirs du Parlement Européen n'est pas un scoop en soi. La paternité de cette thèse revient au président Sarkozy. Lors de la conférence des ambassadeurs le 29 août 2009, il déclare : « *L'Europe doit renforcer ses capacités militaires parce que l'Europe n'est pas une immense Croix Rouge ! Loin de moi l'idée de critiquer la Croix Rouge qui fait un travail international considérable et remarquable, mais l'Europe n'est pas une immense ONG. C'est la version moderne de l'insolente question de Staline 'Le Vatican, combien de divisions ?* ». La revendication d'une 'Europe-puissance est une constante qui revient frapper les consciences au moment où nous vivons une accélération formidable de l'Histoire. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on s'en morde les doigts, l'Union Européenne n'est pas un acteur puissant et respecté sur la scène internationale. Lors des Entretiens européens d'Enghien organisés par l'Institut de Relations Inter-nationales et Stratégiques (IRIS), , Nicole Gnesotto a pris soin d'insister (cf. vient de paraître son ouvrage, 'L'Europe a-t-elle un avenir stratégique ?' Paris, éd. A Colin, col. 'Eléments de Réponse') sur ce point en déclarant « *comment pourrait-elle avoir une politique de défense commune ? Il lui faudrait d'abord se mettre d'accord sur une politique extérieure commune ?!* »(le 5 /03/ 2011) .

Dans cet espace stratégique non identifié, sa force réside paradoxalement dans le fait que l'UE n'est pas une alliance militaire .

Ceci ne devrait pas susciter un complexe d'infériorité. L'UE est bien plus que cela dans la mesure où, en tant qu'alliance civile, capable de parler de sécurité alimentaire au même titre que de sécurité énergétique, il lui appartient de faire converger des intérêts sur tous les autres tableaux durables, y compris par exemple la sûreté et la sécurité nucléaire. Des domaines qui, et pas seulement dans le domaine de la défense militaire, relèvent encore à Bruxelles de la souveraineté nationale.

Les atouts français

Tant mieux, la diplomatie française se cherche. : quelles que soient les pressions de l'Elysée, du court-circuitage trop fréquent des diplomates, ou du malaise naissant devant la perspective d'un scandale Wikileaks français.

Parmi les réformistes à la petite semaine, on distingue ceux qui plaident pour la suppression d'ambassades de formats réduits (dans les îles ou dans des contrées considérées comme « non stratégiques » avec le regard porté sur la Guinée Bissau) et ceux qui voudraient se connecter davantage sur les « *représentants de la société civile* ». (Mme Alliot Marie lors d'une conférence de presse au CAPE en février dernier). Les premiers sont persuadés qu'il suffit d'alléger la structure et tailler dans les budgets. Quitte à privatiser certains services et ouvrir des consulats dans des zones du monde qui recèlent des « *matières premières* » de demain, en agitant un drapeau français, la 'représentation française' au sein des Q.G. de certaines multinationales. Les seconds voudraient pouvoir tout « anticiper » et rêvent de disposer de services de renseignement, de 'think tank'.

Dans la réalité, l'outil diplomatique raccroche péniblement les wagons du ministère des Finances, de la défense-police (en pleine fusion et confusion des genres) et de la recherche. Il pourrait être tenté de mieux intégrer les prérogatives d'un ministère du développement durable. Peut-on parler là d'un créneau ? Ce serait inévitablement celui de l'écopolitique mondiale, un concept que l'on doit au Québécois Philippe Le Prestre. Avec des ambassadeurs de la sécurité humaine ? En tout cas ce serait une occasion de se rendre compte du travail qui peut être mené en tandem avec des think tank (sur les indices de conflits environnementaux par exemple), avec des ONG ou des organisations inter-gouvernementales comme pour les indices du développement durable.

Ben CRAMER

REVOLUTION JASMIN

QUID des projets développement durable méditerranéens ?

Plan Bleu, Union pour la Méditerranée

Le projet d'unir les deux rives de la méditerranée dans des projets communs n'est pas nouveau et reste un vieux rêve. Deux projets, incluant le futur du développement durable, nous permettent une réflexion sur l'efficacité des processus de négociation. L'un est technique, il a trente ans. L'autre s'est voulu politique et n'avance guère, se repliant sur les mêmes objectifs que le premier. Ces deux projets vont-ils se trouver, infléchis par la révolution démocratique du Maghreb ?

Le Plan Bleu : *Projet technique* Il définit des scénarios pour des futurs possibles, « futu-ribles ». Actuellement il travaille à l'horizon 2025, et a permis de proposer des orientations de développement tenant compte de la démographie, du développement anarchique des villes, du développement touristique... Ses projets sont portés par des experts, en permanente consultation avec les parties prenantes et les ONGs. Dès le départ ce travail inclut les notions de solidarité, de réduction des écarts sociaux, et d'implication des acteurs. Il réussit à travailler ainsi avec des acteurs souvent en conflit, ainsi la reconstitution en cours de la forêt méditerranéenne avec la Syrie, le Liban, la Turquie.....

L'UPM, l'union pour la méditerranée : *Projet politique* lancé en 1995 par Jacques Chirac. Objectif, surfer sur le passé commun des états pour établir une zone de paix, de sécurité et de prospérité. En deux mots améliorer la compréhension entre les cultures et créer une zone de libre échange. Mais le processus s'enlise faute de financements. Il achoppe notamment autour des questions israélo palestiniennes. En 2008, N. Sarkozy reprend l'idée. A Bruxelles, il se félicite de l'accord avec les pays de la rive Sud. Kadhafi, Ben Ali et le roi du Maroc Mohammed VI sont "totalement mobilisés" autour de l'UPM. Moubarak est "très volontaire au service de cet objectif" et Bouteflika, le président algérien, "n'y est pas opposé". En juin, le très sulfureux Kadhafi se rétracte, accusant cette fois l'UPM de vouloir "déchirer l'unité arabe et africaine". Moubarak devient co-président de l'Union../.....

...../.....« *Un étrange attelage mêlant démocraties occidentales et régimes autoritaires* » dira M. Gayet, directeur de cabinet PS de la région IDF (sources : site owni.fr). Mal partie donc sur le plan diplomatique, l'UPM va continuer de se heurter aux dissensions des pays arabes, elle déclare alors se concentrer sur l'économique et se replie sur les projets concrets de DD reprenant pour partie les études du plan Bleu : plan solaire, prévention des catastrophes naturelles, amélioration des transports entre les deux rives et TransMaghreb. Les bouleversements politiques actuels vont remettre en question les projets en cours, car malheureusement, l'UPM ne s'est pas appuyée sur les représentants des sociétés civiles mais sur les régimes en place. Il est clair que la fidélité de la France au régime de Moubarak en Février ne va pas faciliter la reprise du dialogue avec l'UPM gérée depuis l'Elysée. IL semblerait tout à fait approprié d'adopter le cadre d'un partenariat euro-méditerranéen, neutre et ouvert, placé sous la conduite des ministres des Affaires étrangères. Car les accords d'entreprises devront être sincères, renouvelés avec un tissu économique non lié aux anciens pouvoirs, dénués de présupposés politiques ou postcoloniaux.

Moby Dick,

Sources : owni.fr, planbleu.org, econostrum.info,

Repères :

Plan Bleu : adopté en 1975 dans le cadre du PNUE. Mise en scène de scénarios en vue de futurs possibles. L'interface économie/environnement ne peut pas être séparée des enjeux sociaux. En Méditerranée, par exemple, avec 30% des jeunes sans emploi dans les pays de la rive Sud, le chômage est la question la plus préoccupante. Scénarios futurs pour 2025. **UPM :** suggérée à Nicolas Sarkozy par Henri Guaino, son conseiller spécial, promesses de campagne de 2007. L'idée initiale est de rassembler les États riverains de la méditerranée. 13 juillet 2008, le sommet de Paris crée officiellement l'UPM. L'Europe reste à convaincre. Angela Merkel, s'oppose à une Union des seuls pays riverains. Le Président français revoit sa copie. L'UPM intègre les 27 Etats membres de l'UE en plus des pays riverains



RUE 89 : LE PRIX DE LA LIBERTE

Pierre Haski, journaliste à l'AFP, rejoint Libération en 1981. Il y couvre le secteur international. En 2000, le journal l'envoie à Pékin. Après son passage à la direction de l'information, il quitte Libération et crée en Mars 2007 le site d'information Rue 89. Il s'agit d'un pure player, mais dont le contenu, financé en partie par la publicité, est en accès libre et gratuit. D'après le panel Médiamétrie-NetRatings, Rue89 se classe dixième en termes de fréquentation parmi les sites Web français d'information générale en septembre 2008

Pierre Haski vous avez réussi un pari risqué , celui de créer un site en ligne , en accès libre et gratuit. Comment parvenez vous à conserver ce modèle économique ?

Quand nous nous sommes lancés en 2007, cela s'est fait à partir d'un désir journalistique. On ne savait rien du modèle économique internet. D'ailleurs quatre ans plus tard, on n'en sait pas beaucoup plus. Nous avons donc fait le choix de l'accès gratuit . Aujourd'hui nous comptons un million de lecteurs uniques. La publicité représente 60% de nos revenus, viennent les services aux entreprises, aux medias. Nous avons travaillé sur les outils de visualisation et le développement d'applications.

Vos internautes participent- ils à l'écriture de Rue 89 ?

Internet en ligne c'est un rythme différent et des contenus différents. Nous mettons en ligne quinze papiers par jour environ. Cela implique un changement radical dans la durée de transmission de l'info et cela change notre manière de travailler. Les internautes participent , ils sont au cœur du système. Ils sont tenus de lire les commentaires et de poursuivre la discussion suscitée par les papiers. Il y a donc une valorisation de leur commentaire , qui devient de fait une nouvelle source d'information. Nous vérifions tout ce qui nous vient de l'extérieur , la gestion des commentaires est de la responsabilité de la rédaction . Nous avons aussi quelques bloggeurs rémunérés sur des thématiques bien précises.

Vous êtes revenu dernièrement au papier. Pourquoi repasser d'internet au journal ?

Le mensuel papier vendu entre 20 et 30.000 exemplaires est un complément de revenus. Il inverse le processus habituel du journal : quand le mensuel paraît, non seulement il livre l'information mais en plus la réflexion déjà menée par les internautes. La réflexion est déjà incluse dans l'information.

Enfin, vous poursuivez la mise en réseau de media libres, puisque vous êtes à l'origine de l'initiative de « j'aime l'info ». ? Ce site vient de voir le jour avec pour partenaires Rue89 et le SPIIL (syndicat de la presse indépendante d'information en ligne) . Il s'agit d'une plate forme qui réunit déjà 80 membres . Pour en faire partie, trois critères : l'innovation (technologique) , la solidarité (réseau de liens) la générosité (nouveau modèle économique, ouverture à l'ensemble des acteurs internet).

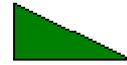
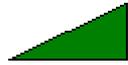
A Savoir :

Une vingtaine de medias se sont engagés à rendre leur recrutement plus ouvert et transparent en publiant leurs offres d'emploi sur internet afin de lutter contre la cooptation :
AFP, France TV, Radio France, groupe Lagardère, Le Monde, le Figaro, Libération, Rue 89, NTJ ,TF1 ..MEDIV (medias et diversité)

A lire :

- « **France Télévisions, histoires secrètes d'une télé publique sous influences** » de Marc Endeweld, ed. Flammarion : Extraits d'un entretien avec Media+ « *Croire que la télé publique est indépendante depuis ces dernières années est relativement illusoire. Tant qu'on ne laissera pas une autonomie de gestion à Remy Pflimlin - et tant que les hauts fonctionnaires de Bercy ou du Ministère de la Culture feront la loi- la marge de manœuvre de Rémy Pflimlin restera réduite* »

- **Plainte contre la campagne d'affichage SIA de France Nature environnement** : face à l'affiche où un bambin gambade dans les algues vertes, avec le slogan Bonnes Vacances, le patron d'Atout France, (agence de développement touristique de la France) Christian Manteï a décidé de porter plainte auprès du jury de déontologie publicitaire. Certes il sera facile de démontrer le préjudice image pour les plages bretonnes, mais plus difficile de mettre en question la véracité du propos www.fne.fr



FESTIVAL EN DIRECT DU WEBTV.	REPERES
<p>Le Festival WebTV qui s'est déroulé du 16 au 18 mars dernier à La Rochelle relève du verre à moitié plein et à moitié vide. Commençons par la moitié vide.</p> <p>On s'attend davantage, dans ce type d'événement, à une rencontre expérimentale, à un foisonnement d'idées, à un retour sur expériences partagé. Il n'en a rien été.</p> <p>Peu de web-tv, peu d'échanges spontanés, et surtout peu d'inscrits venus d'un monde nouveau. Tous les participants avaient pignon sur « rue de l'audiovisuel ».</p> <p>Pour la moitié pleine, les tables rondes de spécialistes nous ont beaucoup appris sur l'évolution d'un monde dont on s'est plu à dire qu'il n'avait pas encore trouvé son modèle économique et cherchait son modèle éditorial. Les spécialistes des médias n'en ont pas été surpris. Les investissements se font dans la construction des réseaux et l'appropriation des tuyaux. On attend désormais des politiques qu'ils prennent en main cette question, s'ils tiennent à voir se développer leur territoire.</p> <p>Peu à peu, les journalistes (témoignages de Libération, de CAPA...) intègrent les réalités du nouveau média ; risque d'être des journalistes « assis » et de disparaître du terrain, mais relation nouvelle à la création de mémoire. Libération, par exemple, puise dans les discours politiques permanents, ceux qui pourront être réutilisés en analyse. Se profile ainsi une nouvelle relation au fait politique, l'apprentissage de l'éditorialisation des vidéos courtes, le décryptage du mensonge et de l'intox. Le Petit journal, en ce sens, fait un très beau travail de « détricotage ».</p> <p>Pour l'instant, le droit de citation n'existe pas. Les images sont reprises et commentées « <i>en théorie on n'a pas le droit, on marche sur des œufs. Mais pour l'instant, personne ne réagit</i> ». Sur le droit à l'image, reconnaissance et droit se construisent. L'économie du secteur a été mise en question. Tout l'argent semble aller vers la technique. Heureusement, l'image vidéo se banalise, se met à la portée de tout le monde et l'image circule. Mais quid de la création ? Peu à peu, les organismes défendent les droits des auteurs. La SCAM/SACEM réclame un retour sur les droits de diffusion, le CNC met en place un fonds d'aide à la création de webdocumentaires aux mêmes conditions que pour le documentaire en direction des nouveaux médias. Mais les chaînes ne suivent pas. On fait encore plus d'audience en télé que sur le web. Il est conseillé aux sociétés de production de se tourner vers les entreprises, de plus en plus intéressées par une communication sur le web et par des publicités en avant programme (pré-roll).</p> <p>Dominique Martin Ferrari.</p>	<p>Nous allons avoir des zones en haut et très haut débit, et des zones délaissées.</p> <p>Une fracture très importante pour le développement du territoire. En zone de ville, les demandes haut débit doublent tous les deux ans. Comment faire vivre le milieu rural ? Internet n'est pas encore déclaré comme biens communs. Le débit est augmenté en permanence, mais reste le coût du flux. Le prix du stream coûte encore horriblement cher.</p> <p>85 % des sites les plus fréquentés disposent de vidéos</p> <p>Les fournisseurs d'accès doivent être considérés comme des diffuseurs. Ils devraient rétrocéder des droits perçus, contribuer au COSIP (fonds de soutien à la production), et entrer dans la production qui a besoin de nouvelles sources de financement. Quand il y a perception, il y a répartition.</p> <p>La Web tv et moi de Virginie Michelet, ed l'Harmattan (2003)</p> <p>Une mine d'or pour qui s'intéresse à la webtv.</p> <p>L'auteur, nous racontant son expérience passionnante, parvient à nous communiquer les outils nécessaires pour saisir réellement la nature de ce média si complexe. <i>Pas très récent, mais toujours d'actualité.</i></p>

EN DEBAT :

Faut- il une organisation mondiale de l'environnement ?

Lors de la dernière réunion des ministres de l'environnement organisée par le PNUE à Nairobi, Nathalie Kosisko Morizet a rappelé que « comme ses partenaires de l'Union européenne, la France souhaite une organisation internationale de l'environnement (OME) reconnue au sein de l'ONU, comme résultat de Rio +20 » Il y a 40 ans, le PNUE était créé, dédié à l'environnement. Aujourd'hui, plus de 500 conventions existent dans le domaine de l'environnement , au cas par cas : faune, flore, mer, rivières, pollutions... Quand il y a 20 ans , émerge l'idée de développement durable, la maison environnement est à « rebâtir » . Il faut créer des liens entre tous ces textes et leur redonner de l'efficacité. La France a fait pour l'instant quatre propositions qu'elle porte officiellement pour Juin 2012. Ces propositions doivent entrer dans le débat public :

1) » *porter une vision stratégique ,sur la base d'une interface science-politique renforcée »* .
Ne faut il pas là introduire les conditions d'un débat sur les choix de progrès ?

2) »- *créer une organisation moderne reconnaissant le rôle de la société civile et l'associant aux débats »* .
Quel rôle de gouvernance leur sera t il attribué ? Cautions ou acteurs ?

3- *« Etre chef de file au sein de l'ONU pour une meilleure coordination avec les acteurs du développement »* . **A condition d'avoir une diplomatie intéressée et formée aux questions du DD, ce qui est encore rarement le cas.**

4) *« organiser la synergie entre accords multilatéraux....et reconnaissons en 2012, la nécessité d'un vrai pilier environnemental pour cimenter toutes les briques empilées depuis 40 ans »* .

Nairobi le 23/02/11, www.developpement-durable.gouv.fr

L'OME en quelques dates :
 OME : (ne pas confondre avec l'organisation méditerranéenne de l'énergie)
 - 3/02/07 : appel de Paris de J. Chirac
 -18/07/09 : à New York, N. Sarkozy reprend l'idée
 Au niveau international, Greenpeace et agir pour l'environnement soutiennent l'idée
[Dossier de présentation de l'OME](#) par Narito Harada de Agir pour L'environnement

« Le développement durable est toujours un truc en plus, le bureau sous l'escalier »
. B Lalonde
 Pour le sommet de la terre 2012 ,deux thèmes ont été retenus par l'ONU:
l'économie verte et la gouvernance internationale du développement durable.
 Avec Elizabeth Thomson, Brice Lalonde a été nommé coordinateur de l'ONU afin d'organiser la conférence sur le développement durable. E Thomson représente les pays en développement et les grands émergents, Brice Lalonde les pays industrialisés.
 Il nous a donne son avis sur l'intérêt ou non de créer une OME :
B Lalonde « *chacun sent bien qu'il faut une nouvelle étape de gouvernance mondiale. Il n'y a pas d'organisation aujourd'hui capable de saisir cet enjeu .Mais il faut placer cette question au sein même des Nations Unies, au sein même du département des affaires sociales et économiques. Ce sera un des enjeux de Rio+20. Si ça ne mobilise que les Ministres de l' Environnement , on n'y arrivera jamais.*
Les pays émergents s'engagent dans « l'économie verte » avec beaucoup de détermination, ils en font un élément clé de leur développement, mis se lancent aussi dans la course à la consommation. Il faut aider à faire ressortir l'originalité de la vision européenne fondée sur la sobriété. »

REPERES

A SUIVRE	A LIRE	A VOIR
<p>La Journée Mondiale de l'Eau le 22 mars 2011 à Montpellier. Thème : l'eau pour les villes Montpellier Environnement Biodiversité, organise une rencontre entrepreneurs-chercheurs. Thème : la biodiversité au service des éco-cités et des territoires. biodiversite@transferts-lr.org</p> <p>31 mars/ 1er avril : assemblée nationale de la FNE, à Marseille : FNE nous invite à une réflexion sur la réforme de la PAC et plus globalement sur une agriculture moins néfaste pour notre environnement. Jeudi 31 mars : bilan de l'impact des diverses politiques agricoles sur l'agriculture européenne, identification des grands enjeux de l'avenir de l'agriculture à l'horizon 2030 ou 2050. Premier Avril, l'accent sera mis sur des témoignages d'acteurs de terrain proposant une vision concrète des actions à mener dès à présent pour amorcer le changement de modèle agricole. La future PAC sera au cœur du débat.</p> <p>2/3 avril : Université de la terre, à l'UNESCO : bâtir une nouvelle société : L'Université de la Terre est un forum d'échanges entre les experts et le public qui participe aux discussions. www.universitedelaterre.com/prochaine_edition_programme.php</p>	<p>Economie du climat, pistes pour l'après Kyoto : O Godard et J.P Ponsard – Ed. Ecole polytechnique Nouvelles pistes pour l'avenir. Les auteurs analysent les enjeux d'équité et de compétitivité (justice et efficacité). Le monde va devoir vivre durablement avec des prix du carbone et des niveaux d'engagement hétérogènes. Il faut donc imaginer comment s'accommoder de cette réalité.</p> <p>Vers un nouveau modèle urbain : « Du quartier à la ville durable » Comité 21 Eco-quartier, quartier durable, chaque collectivité se doit d'avoir son projet Comment passer à l'échelle d'une ville ? Ville durable ? Ville en transition ? Au moment où on se pose ces questions, le Comité 21 apporte sa contribution. Des expérimentations innovantes en France et à l'étranger sont recensées.</p> <p>La Richesse autrement : éd Alternatives économiques. Les nombreux contributeurs s'interrogent sur que sont les vraies richesses ? Quels nouveaux indicateurs mettre en place ? Différentes initiatives sont analysées, comme le BNB (Bonheur national brut) au Bhoutan. Ces indicateurs devant être co-construits avec tous les citoyens, insistent les auteurs</p>	<p>Festival de l'Imaginaire, 10 mars au 15 juin</p> <p>Danse du Manipur (Inde), chants Soufi (Yemen), musique de Fiesta (Mexique), en passant par les Patachitra (peintures du Bengale). L'essentiel des spectacles a lieu à la Maison des Cultures du Monde, à Paris, mais théâtres, musées, galeries et l'Institut du Monde Arabe se partagent la riche affiche de ce festival, où tradition et modernité se côtoient. une formidable occasion de partir à la découverte des différents patrimoines culturels immatériels. En cette année 2011 de l'Outre-Mer, la France met en avant les musiques et danses des indiens Wayapi de Guyane. www.festivaldelimaginaire.com</p> <p>Cinéma du Réel : Du 24 mars au 5 avril : Etat des lieux du documentaire contemporain. 37 films en compétition, dans 4 catégories : International, 1ers films, contre-champs, court-métrages. Ce rendez vous est né il y a 33 ans, à l'initiative de la BFI. Des dédicaces et des ateliers sont également prévus, des événements et rencontres avec les réalisateurs. Palmarès le 2 avril. Le 3, les films primés seront diffusés en 4 salles : Centre Pompidou, Centre Wallonie-Bruxelles, Mk2Beaubourg, Forum des images. www.cinemadureel.org politique, net/tv intégrée</p>

▲ HIER ET AUJOURD'HUI ▲

AGENDA	ARRET SUR IMAGES
<p><u>Semaine du 21 au 27 mars :</u> « Climate week » et 6e édition de la Semaine pour les alternatives aux pesticides 22/03 : Journée mondiale de l'eau 23/03 : CA du CRIIGEN 24/03 : Bordeaux , NEED, 3° Forum de la nouvelle économie durable 25/03 : Destination nature, salon des nouvelles randonnées 2011 27 : élections cantonales 2° tour</p>	 <p>Tentative d'exode entre Fukushima et Tokyo</p>
<p><u>Semaine du 28 au 3 avril</u> Du 1er au 7 avril : Semaine du développement durable 28/31 mars : Intersol' 2011, 69008 Lyon 30 mars au 3 avril Festival du film environnement à Courbevoie 31/03 : Green Business Summit 31/1/03 : FNE à Marseille : la PAC 2/3/ 03 Université de la terre : bâtir une nouvelle société, UNESCO</p>	 <p>21/22 Mars , le réacteur n°3 s'emballe</p>
<p><u>Semaine du 4 au 10 avril</u> 4/04 : MHN, les forêts et les hommes sous les tropiques 5/04 : conférence internationale NANO2011 5/04 conférence : penser le développement avec Hannah Arendt (Paris) 6/7 avril la ville durable et connectée, Strasbourg, ACIDD 7 avril : Forum des décideurs : le haut débit, un chantier de géants</p>	 <p>Détection de la contamination</p>
<p><u>Semaine du 11 au 18 avril</u> Semaine européenne de l'énergie durable 11/04 : Colloque international méditerranéen des énergies renouvelables (Agadir) 12/04 : 3e colloque de l'appel de Paris 14 au 17/04: Salon Européen du Bois et de l'Habitat Durable (Grenoble, 38) 15 au 17/04 : Terre & Lettres : forum de la pensée et de la réflexion autour du développement durable et de l'écologie (La Rochelle)</p>	 <p>Ramassage d'œufs de tortue protégée /Colombie</p>
<p>crédits photos : Sipa/AP Photo/Asahi Shimbun, Toru Nakata</p>	

OPTIONS FUTURS

MEDIA DEVELOPPEMENT DURABLE PROSPECTIVES

Abonnement « Options Futurs »

O Avant le 1er Juin 2011 : 70 euros
(offre promotionnelle)

O Après le 1er Juin 2011 : 120 euros

Nom.....Prénom.....

Adresse.....

.....

Profession

Société

Site internet.....

Adresse courriel

Tél :.....Portable.....

Règlement par chèque à l'ordre de media pep's –service Options Futur
16 rue Saint Marc, 75002 Paris. E mail :

ou par virement sur le compte media pep's : 718015873 BRED

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent.

MENTIONS LEGALES

Marque déposée à l'INPI APE 9499Z
Editée par l'association Media Pep's
Identifiant SIRET : 530 128 800 00014
Service de presse en ligne CPPAP (en cours)
Coordination de la rédaction : D Martin Ferrari
Comité de rédaction : Loïc Chauveau, Ben Cramer,
Muriel Labrousse, Dominique Martin Ferrari, Laurent
Samuel, Nathalie Verdier
Abonnement 1 an : 120 euros
Commission paritaire : n° 73085
ISSN 1161- 1553
Webmaster : Alain Gourarié
Contact : D. Martin Ferrari, 06 20 79 35 40
Ou media pep's 01 82 09 61 06
Adresse : 16 rue Saint Marc, 75002 Paris



La lettre **OptionS FuturS** créée au lendemain du sommet de la terre (1992) a été diffusée jusqu'en 2001, puis remplacée par le site internet www.gaïa-network.com, et par le suivi de l'actualité en ligne. Aujourd'hui, à quelques journalistes spécialisés dans le secteur du développement durable, nous reprenons la publication de ce titre, soucieux de renforcer l'information internationale, géostratégique et économique du DD.
Analyse des media, diplomatie, think tanks, débats, points de vue, culture et philosophie...nous tenterons de nous faire l'écho des différentes approches des futurS possibles.Elle devient **OptionS FuturS**. Fidèle à la culture de ses collaborateurs, OF restera un outil transmedia relayé par le futur site de l'association Media Pep's : **MEDIA, Programmes Environnementaux, PROSPECTIVES**.